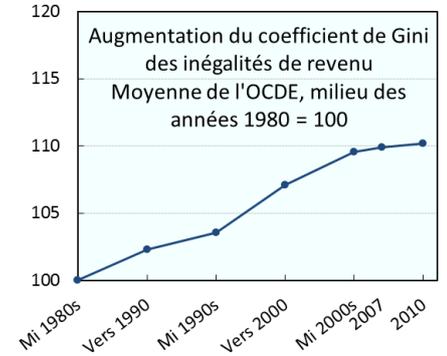


Dans son rapport sur les inégalités de revenus intitulé *Toujours plus d'inégalité* (2011), l'OCDE constatait que, dans les pays de l'Organisation, le fossé entre les riches et les pauvres n'avait cessé de se creuser au cours des trois décennies précédant 2008, jusqu'à atteindre un niveau record. De nouvelles données de l'OCDE montrent que la crise économique mondiale a amoindri les revenus du travail et du capital dans la plupart des pays. Si on exclut l'effet modérateur que l'État-providence, par le biais de la fiscalité et des transferts sociaux, a pu exercer sur ce phénomène, on constate que pendant la période de trois ans qui s'est achevée fin 2010, les inégalités se sont creusées davantage qu'au cours des douze années précédentes. Grâce aux systèmes d'impôts et de transferts, renforcés par des politiques de relance budgétaire, il a été possible d'absorber la majeure partie de cet impact et d'atténuer une partie des chocs. Mais alors que la crise économique, notamment la crise de l'emploi, persiste, et que l'assainissement budgétaire s'affirme, le risque augmente que les personnes les plus vulnérables de la société soient frappées plus durement à mesure que le coût de la crise augmentera.



La crise réduit les revenus du travail et du capital

À la suite de la crise économique mondiale, les revenus du travail et du capital (autrement dit le revenu marchand) ont considérablement chuté dans la plupart des pays de l'OCDE entre 2007 et 2010. La baisse des revenus du travail et, dans une moindre mesure, du capital, ont contribué à une baisse du revenu marchand des ménages d'environ 2 % par an, en termes réels (graphique 1).

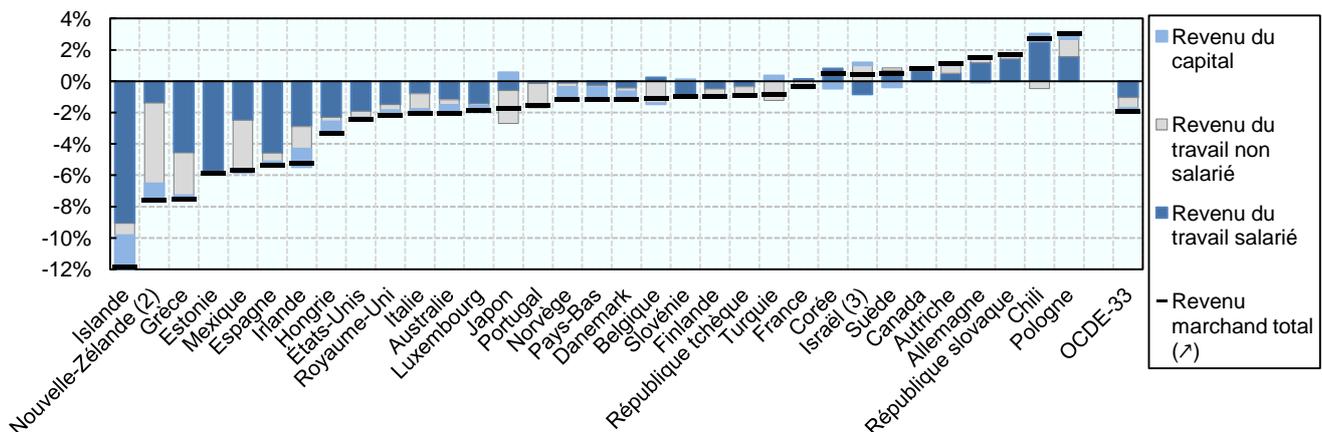
Ce sont la montée du chômage et la baisse des salaires réels qui ont fait reculer le revenu marchand des ménages. Les effets du chômage sont particulièrement

marqués en Islande, en Grèce, en Estonie, au Mexique, en Espagne et en Irlande (5 % ou plus par an). Le revenu du travail non salarié a reculé sensiblement au Mexique, en Grèce, en Irlande et au Japon. La baisse des revenus du capital a également contribué à l'érosion du revenu des ménages, notamment en Islande et en Irlande, même si cette composante joue un rôle beaucoup plus modeste.

À l'inverse, le revenu marchand (en particulier les salaires) a augmenté considérablement en Pologne et au Chili, mais aussi, quoique dans une moindre mesure, en République slovaque, en Allemagne et en Autriche.

1 Les revenus marchands ont baissé considérablement pendant la crise dans la plupart des pays de l'OCDE

Variation annuelle, en pourcentage, du revenu marchand des ménages entre 2007 et 2010¹, par composante de revenu



Notes: 1. 2007 renvoie à 2006 pour le Chili et le Japon et à 2008 pour l'Australie, la Finlande, la France, l'Allemagne, Israël, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et les États-Unis. 2010 renvoie à 2009 pour le Japon, la Hongrie et la Turquie et à 2011 pour le Chili. Les données de 2010 basées sur l'EU-SILC sont provisoires pour l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, l'Espagne, la République slovaque et la Slovaquie. Les revenus des ménages sont ajustés pour tenir compte de la taille des ménages (voir encadré). Les revenus marchands sont présentés nets d'impôts pour la Hongrie, le Mexique et la Turquie.

2. Les variations des revenus du travail indépendant et du capital ne sont pas significatives du point de vue statistique.

3. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La distribution du revenu marchand est devenue encore plus inégale

La crise ne s'est pas fait ressentir partout de la même façon. La distribution du revenu marchand s'est considérablement élargie pendant la première phase de la crise dans la plupart des pays de l'OCDE (graphique 2). Mesurée par le coefficient de Gini (qui est égal à 0 quand tout le monde a le même revenu et à 1 quand une seule personne perçoit l'intégralité du revenu), l'inégalité moyenne du revenu marchand dans les pays de l'OCDE a augmenté de 1.4 point de pourcentage entre 2007 et 2010.

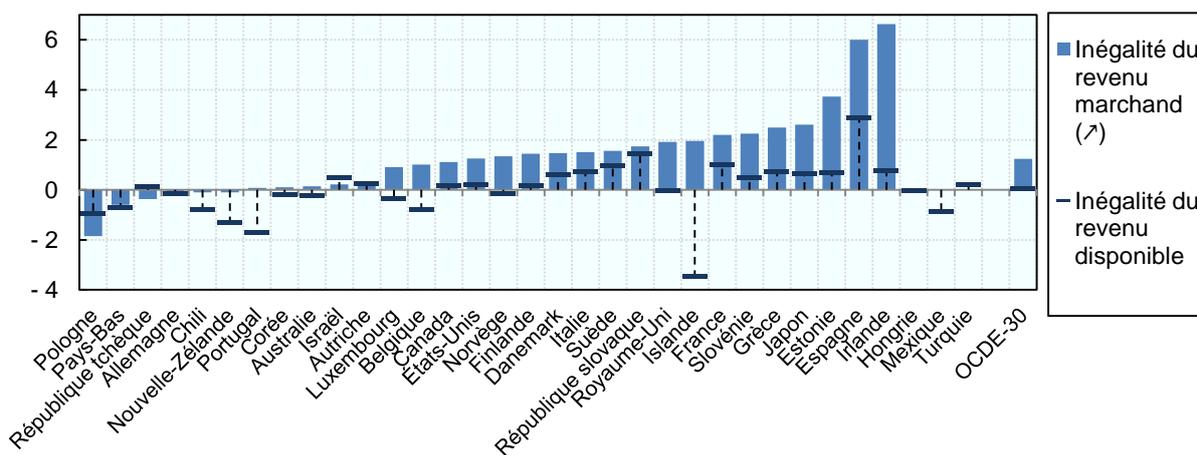
Ces évolutions de la distribution du revenu marchand sont venues s'ajouter à l'augmentation à long terme des

inégalités de revenus constatées dans des travaux précédents de l'OCDE. Si l'on considère les 17 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles sur une longue période, l'inégalité du revenu marchand a augmenté davantage au cours de ces trois dernières années que pendant les douze années précédentes.

L'inégalité du revenu marchand a augmenté d'au moins un point de pourcentage dans 18 pays de l'OCDE entre 2007 et 2010. L'augmentation a été particulièrement forte dans certains des pays ayant enregistré les plus fortes baisses du revenu marchand moyen tels que l'Irlande, l'Espagne, l'Estonie, le Japon et la Grèce, mais aussi la France et la Slovaquie. En revanche, l'inégalité du revenu marchand a diminué en Pologne et, dans une moindre mesure, aux Pays-Bas.

2 L'inégalité du revenu marchand a considérablement augmenté

Variation, en points de pourcentage, du coefficient de Gini pour le revenu marchand et le revenu disponible des ménages entre 2007 et 2010



Voir les notes relatives au graphique 1. Pour les données concernant Israël, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

La fiscalité et les transferts sociaux ont amorti une grande partie des effets de la baisse des revenus marchands

Le revenu effectif des ménages (leur revenu disponible) a moins diminué que le revenu marchand grâce aux transferts sociaux en espèces et à l'évolution des impôts sur le revenu. Au cours des récessions, les dépenses liées aux transferts sociaux augmentent habituellement car les gens sont plus nombreux à prétendre à des allocations de chômage ou à d'autres prestations de protection sociale. En outre, au début de la crise (2008 et 2009), plusieurs pays de l'OCDE ont mis en place des plans de relance budgétaire pour dynamiser la demande et amortir les baisses de revenu des ménages, ce qui a amplifié ces effets redistributifs.

Les transferts publics reçus par les ménages ont augmenté dans tous les pays de l'OCDE (sauf en Turquie)

entre 2007 et 2010 (voir la récente mise à jour des données OCDE sur les dépenses sociales ([OECD Social Expenditure Data update](#))). Le graphique 3 montre c'est dans les pays les plus touchés par la crise, à l'exception du Mexique, que la contribution des transferts publics à la croissance du revenu disponible a été la plus élevée. En Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Estonie, les transferts publics ont augmenté de telle manière que si les autres sources de revenus étaient restées constantes, le revenu disponible des ménages en termes réels aurait augmenté d'environ 2 % par an.

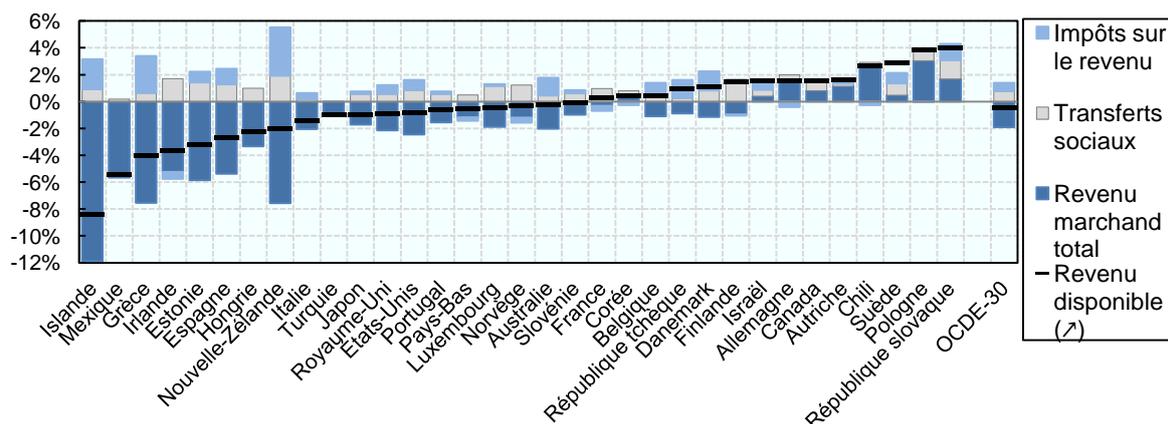
Les transferts publics ont aussi fortement progressé en République slovaque, l'un des pays où le revenu moyen des ménages a continué d'augmenter entre 2007 et 2010. En Finlande, au Luxembourg et en Norvège, l'augmentation des transferts publics a soit compensé, soit dépassé la baisse du revenu marchand.

Si les dépenses de l'État tendent à augmenter pendant les récessions, ses recettes tendent à baisser à mesure que la capacité des ménages à payer des impôts diminue. Le revenu effectif des ménages a aussi été préservé du fait de la baisse des impôts directs et des cotisations de sécurité sociale. C'est notamment le cas en Nouvelle-Zélande, en Islande, en Grèce et en Espagne. A l'inverse,

les impôts sur les ménages n'ont pas joué de rôle contra-cyclique en République slovaque, en Suède et en Israël, où les impôts baissaient alors que le revenu marchand augmentait, ni en Irlande, aux Pays-Bas et en Norvège, où à l'inverse les impôts ont augmenté à mesure que le revenu marchand baissait.

3 Les impôts et les transferts sociaux ont atténué les baisses de revenu marchand dans la plupart des pays de l'OCDE

Variation annuelle, en pourcentage, du revenu disponible des ménages entre 2007 et 2010, par composante de revenu



Voir les notes relatives au graphique 1. Pour les données concernant Israël, voir <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>. Les revenus marchands sont présentés nets d'impôts pour la Hongrie, le Mexique et la Turquie. Un signe positif pour l'impôt sur le revenu implique une charge fiscale moindre dans le revenu total.

Les impôts et les transferts ont aussi permis de limiter efficacement les effets de la montée de l'inégalité du revenu marchand, du moins au cours des premières années de la crise. Entre 2007 et 2010, le coefficient de Gini pour le revenu disponible est resté globalement stable dans la plupart des pays de l'OCDE, alors qu'il a varié de plus de 0.2 points dans 10 pays. En particulier, l'inégalité du revenu disponible a diminué en Islande, au Portugal, en Nouvelle-Zélande et en Pologne, mais elle a augmenté en Espagne, en République slovaque et en Suède (graphique 2). En Israël, le coefficient de Gini correspondant au revenu disponible a augmenté davantage que celui correspondant au revenu marchand, tandis qu'en République tchèque et en Pologne, le coefficient de Gini correspondant au revenu marchand a baissé davantage que celui applicable au revenu disponible. Dans les deux cas, cette évolution indique une baisse de la capacité des impôts et des transferts sociaux à réduire les inégalités.

L'inégalité de revenu a augmenté, notamment en Espagne où le coefficient de Gini est passé de 0.31 à 0.34. En revanche, alors qu'elle avait pourtant progressé depuis le début des années 2000, elle a chuté de manière substantielle en Islande, qui a ainsi reculé de 11 places dans un classement des inégalités dans les pays de

l'OCDE pour se situer au niveau inférieur de la distribution (graphique 4). Les politiques d'assainissement semblent avoir été conçues dans une optique globale d'égalisation. L'inégalité du revenu disponible a également baissé au Portugal et en Nouvelle-Zélande, quoique dans des proportions moindres.

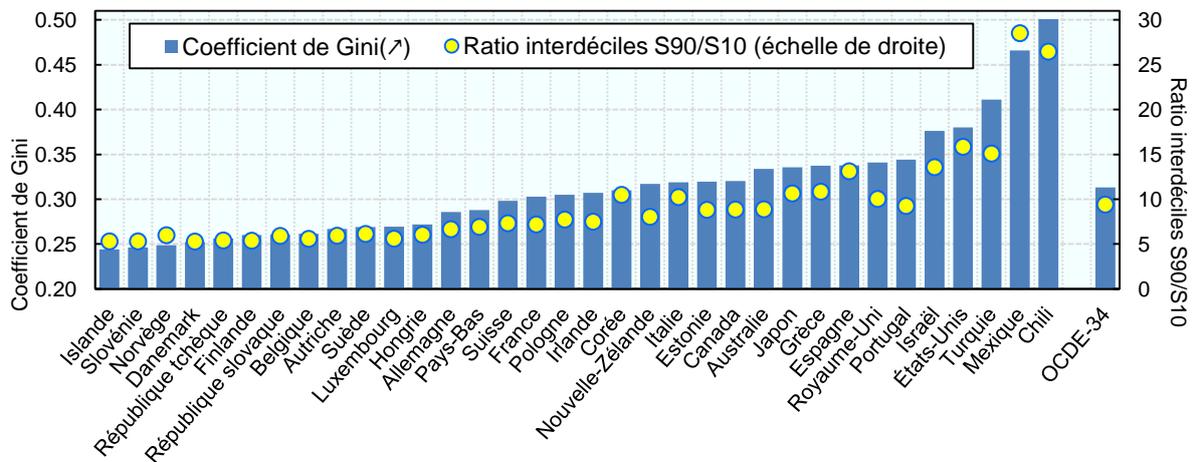
De grandes différences dans les niveaux d'inégalité persistent entre les pays

D'un pays de l'OCDE à l'autre, les écarts entre les niveaux d'inégalité des revenus restent importants. Le coefficient de Gini oscille ainsi de 0.25 en Islande à près du double au Mexique et au Chili. Les pays nordiques et ceux d'Europe centrale affichent la plus faible inégalité de revenu disponible, tandis que les inégalités sont élevées au Chili, au Mexique, en Turquie, aux États-Unis et en Israël.

D'autres indicateurs de l'inégalité de revenu aboutissent à des classements analogues. L'écart entre les revenus moyens des 10 % des plus riches et des 10 % les plus pauvres de la population (le « ratio S90/S10 ») était proche de 10/1 dans la zone OCDE en 2010, oscillant entre environ 5/1 au Danemark et près de six fois plus (29/1) au Mexique.

4 Il existe de grandes différences de niveau d'inégalité de revenu entre les pays de l'OCDE

Coefficient de Gini du revenu disponible des ménages et écart entre les 10% des plus riches et les 10% les plus pauvres, en 2010



Voir les notes relatives au graphique 1. Pour les données concernant Israël, voir <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>

Le fardeau n'a pas été équitablement réparti

Jusqu'ici, les résultats présentés ont été calculés à partir de moyennes et d'indicateurs récapitulatifs de l'inégalité globale. Toutefois, ils masquent certaines évolutions importantes aux deux extrémités de la distribution des revenus. Si on se concentre sur les 10% de la population situés en haut et en bas de la distribution en 2007 et 2010, on constate que les ménages à faible revenu ont soit perdu davantage du fait de la chute des revenus, soit moins profité de la reprise, souvent lente.

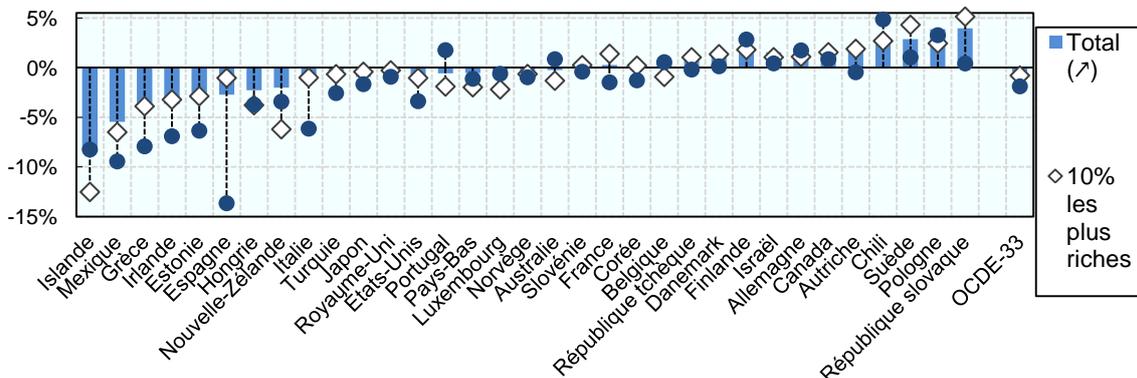
Dans les pays de l'OCDE, le revenu disponible réel des ménages a stagné. De la même façon, le revenu moyen des 10% classés en haut de la distribution en 2010 était similaire à celui de 2007. En revanche, le revenu des 10% les plus mal classés en 2010 était inférieur à celui de 2007, accusant une baisse de 2% par an. Sur les 33 pays pour lesquels on dispose de données, les 10% les mieux classés ont fait mieux que les 10% les plus pauvres dans 21 pays.

Le graphique 5 montre que ce schéma a été particulièrement marqué dans certains des pays où le revenu des ménages a le plus baissé. En Espagne et en Italie, tandis que le revenu des 10% les plus riches demeurait globalement stable, le revenu moyen des 10% les plus pauvres était en 2010 bien inférieur à celui de 2007. Par ailleurs, les revenus des ménages les plus pauvres ont baissé de plus de 5% par an au Mexique, en Islande, en Grèce, en Irlande et en Estonie. Parmi ces pays, il n'y a qu'en Islande que le recul du revenu annuel moyen dans la partie supérieure de la distribution (-13%) a dépassé celui observé dans le bas de la distribution (-8%).

Dans les pays où le revenu moyen n'a pas varié beaucoup, les schémas diffèrent. Aux États-Unis, en Italie, en France, en Autriche et en Suède, les familles les plus pauvres ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne, mais en Australie et au Portugal, le revenu disponible au bas de la distribution a davantage augmenté que celui des ménages les mieux classés.

5 Les ménages pauvres ont souvent perdu plus, ou gagné moins

Variation annuelle, en pourcentage, du revenu disponible des ménages entre 2007 et 2010, par groupe de revenu



Voir les notes relatives au graphique 1. Pour les données concernant Israël, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Les tendances à la pauvreté diffèrent selon les pays

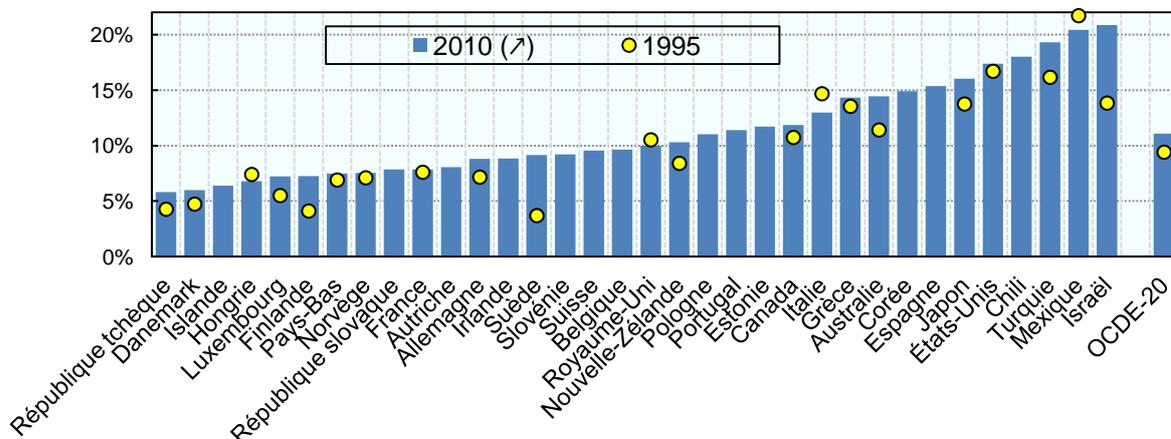
La pauvreté relative (c'est-à-dire la part d'individus ayant un revenu inférieur à la moitié du revenu médian national) affecte environ 11 % de la population en moyenne dans les pays de l'OCDE, avec des différences marquées entre les pays. Les taux de pauvreté varient entre 6 % de la population au Danemark et en République tchèque et 18 à 21 % au Chili, en Turquie, au Mexique et en Israël.

Au cours des deux décennies précédant 2007, la pauvreté relative a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE,

en particulier dans ceux qui affichaient de faibles niveaux de pauvreté des revenus au milieu des années 1990 (graphique 6). En Suède, en Finlande, au Luxembourg et en République tchèque, le taux de pauvreté du revenu a augmenté de 2 points de pourcentage, quelquefois plus. En Suède, le taux de pauvreté de 2010 (9 %) était plus de deux fois supérieur à celui de 1995 (4 %). La pauvreté relative a également augmenté dans certains pays comme l'Australie, le Japon, la Turquie et Israël, où les niveaux de pauvreté sont moyens à élevés. En même temps, la pauvreté a reculé dans certains pays comme le Chili ou l'Italie.

6 La pauvreté relative affecte 11 % de la population en moyenne

Taux de pauvreté relative, 1995 et 2010



Voir les notes relatives au graphique 1. Pour des données concernant Israël, voir <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>. La pauvreté de revenu se définit comme la part de la population vivant dans des ménages disposant de moins de 50 % du revenu disponible médian de leur pays.

La crise a eu un impact plutôt limité sur la pauvreté relative, du moins dans sa phase initiale (graphique 7). Entre 2007 et 2010, la pauvreté a augmenté de plus de 1 point de pourcentage en République slovaque, en Italie, en Espagne et en Turquie uniquement. Au cours de la même période, elle a baissé au Chili, au Royaume-Uni, au Portugal et en Estonie, tandis qu'elle variait de moins de 1 point de pourcentage dans les autres pays de l'OCDE.

Cette modeste évolution de la pauvreté de revenu relative pendant les trois premières années de la crise est particulièrement significative à la lumière de l'évolution plus prononcée du revenu marchand. Dans trois pays de l'OCDE sur quatre, la pauvreté de revenu avant impôts et transferts sociaux a augmenté de plus de 1 point de pourcentage, et la moyenne de l'OCDE a augmenté, passant de 27 à 29 %, ce qui montre que les impôts et transferts ont assez bien réussi à traiter l'impact de l'évolution du revenu marchand sur la pauvreté.

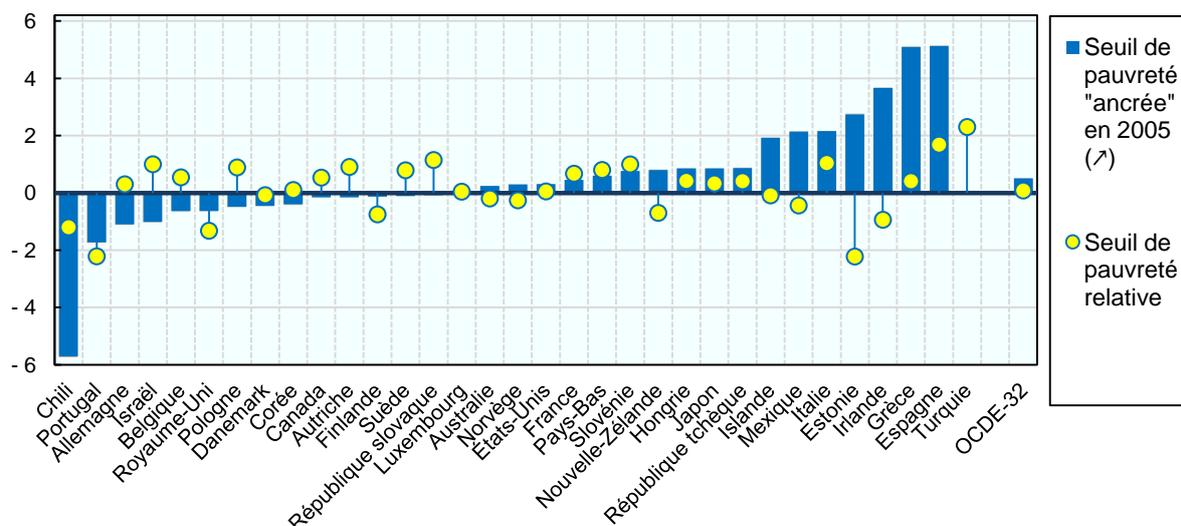
Les indicateurs de la pauvreté relative renvoient au revenu médian actuel et sont donc difficiles à interpréter pendant les récessions. Dans une situation où le revenu de tous les ménages régresse, mais moins dans la partie inférieure de la distribution que dans la partie médiane, la

pauvreté relative va diminuer. En conséquence, différents indices plus « absolus » de la pauvreté, liés au niveau de vie antérieur, sont nécessaires pour compléter le tableau obtenu à partir de la seule pauvreté de revenu relative.

Pour traiter cette question, le graphique 7 décrit l'évolution de la pauvreté en utilisant un indicateur qui mesure la pauvreté par rapport à un niveau de référence « ancré » à la moitié du revenu réel médian observé en 2005. Si l'on utilise cet indicateur, on voit que les récentes augmentations de la pauvreté de revenu sont bien supérieures à celles suggérées par la pauvreté de revenu relative. Ceci est particulièrement vrai en Islande, au Mexique, en Estonie, en Grèce, en Espagne et en Irlande. Alors que la pauvreté relative n'a pas augmenté beaucoup et a même reculé dans ces pays, la pauvreté « ancrée » a progressé d'au moins 2 points de pourcentage entre 2007 et 2010, reflétant les pertes de revenu disponible subies par les ménages pauvres de ces pays. Il n'y a qu'en Israël, en Pologne, en Belgique et en Allemagne que la pauvreté « ancrée » a baissé alors que la pauvreté relative stagnait ou augmentait (il s'agit d'un schéma observé dans de nombreux pays de l'OCDE pendant la période de croissance précédant la Grande Récession).

7 L'évolution de la pauvreté diffère si le seuil est « ancré » pendant la période précédant la crise

Variation, en points de pourcentage, des taux de pauvreté relative et « ancrée » entre 2007 et 2010



Voir les notes relatives au graphique 1. Pour des données concernant Israël, voir <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>. L'évolution de la pauvreté a été mesurée en utilisant un seuil de pauvreté relative et un seuil de pauvreté ancrée représentant respectivement 50 % du revenu actuel et du revenu médian de 2005 dans chaque pays. On ne dispose pas d'estimations de la pauvreté ancrée pour la Suisse et la Turquie.

Les tendances de la pauvreté varient d'un groupe de population à l'autre

Les impôts et les prestations ont réussi à compenser une partie des augmentations globales d'une partie de l'inégalité du revenu marchand et de la pauvreté, mais leur impact diffère selon les différents groupes de population. En moyenne, la pauvreté de revenu relative a augmenté chez les enfants, les jeunes et les adultes, mais diminué chez les personnes les plus âgées.

Entre 2007 et 2010, la pauvreté de revenu relative dans les pays de l'OCDE est passée de 12.8 à 13.4 % chez les enfants, et de 12.2 à 13.8 % chez les jeunes (graphique 8). En même temps, la pauvreté de revenu relative a reculé, passant de 15.1 à 12.5 % chez les personnes âgées. Ce schéma confirme les tendances décrites dans de précédentes études de l'OCDE, les jeunes adultes et les enfants remplaçant les personnes âgées en tant que groupe courant un plus grand risque de pauvreté de revenu dans les pays de l'OCDE.

Les ménages avec enfants ont été durement frappés par la crise. Depuis 2007, la pauvreté des enfants a augmenté dans 16 pays de l'OCDE, avec des hausses dépassant les 2 points de pourcentage en Turquie, en Espagne, en Belgique, en Slovenie et en Hongrie. A l'inverse, la pauvreté des enfants a reculé de plus de 2 points au Royaume-Uni et au Portugal.

Depuis 2007, la pauvreté des jeunes a considérablement augmenté dans 19 pays de l'OCDE. En Estonie, en Espagne et en Turquie, 5 % de jeunes adultes en plus sont tombés

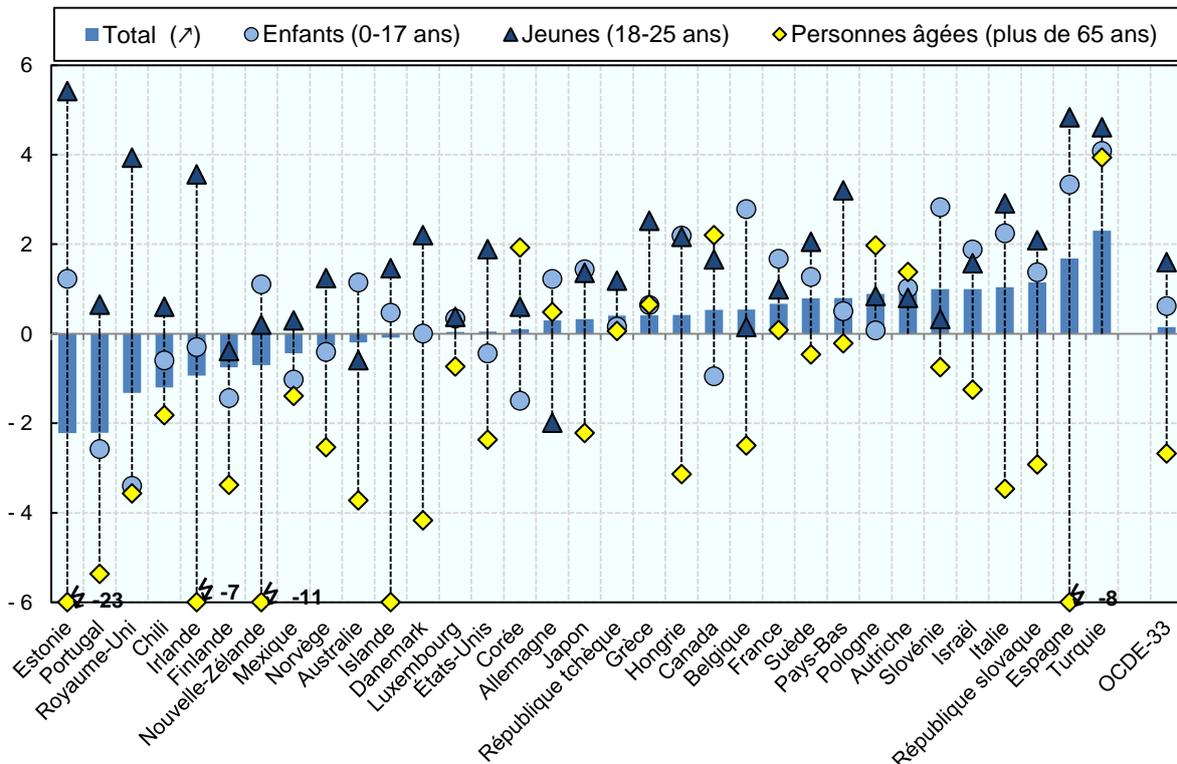
dans la pauvreté entre 2007 et 2010. Au Royaume-Uni et en Irlande, l'augmentation a été de 4 % et de 3 % aux Pays-Bas. Il n'y a qu'en Allemagne, l'un des pays où pendant cette période, le revenu des ménages a progressé le chômage des jeunes n'a pas augmenté, que la pauvreté des jeunes a reculé de 2 points.

Contrairement à d'autres groupes d'âge, les personnes âgées ont été relativement moins sensibles aux hausses de la pauvreté de revenu relative pendant la crise. Dans les trois ans précédant l'année 2010, la pauvreté des personnes âgées a reculé dans 20 des 32 pays, et n'a augmenté de 2 points ou plus qu'en Turquie, au Canada et en Pologne. Cette situation reflète le fait que les pensions de retraite ont été moins affectées par la récession. Dans de nombreux pays (tout au moins jusqu'en 2010), les pensions ont en effet été largement épargnées par les réductions mises en place au titre de l'assainissement budgétaire. En outre, dans certains pays, une partie des titulaires de pensions de retraite ont quelquefois des niveaux de revenu proches du seuil de pauvreté. La pauvreté de revenu relative des personnes âgées tend à augmenter pendant les périodes de croissance (du fait que les revenus médians augmentent plus vite que les pensions) et à baisser pendant les périodes de récession.

On trouve une bonne illustration de ce phénomène avec l'Estonie, où la baisse substantielle des revenus médians conjuguée à la stabilité des pensions de retraite ont fait baisser la pauvreté relative chez les personnes âgées, qui est passée de 30 à 7 %. Un phénomène analogue a été observé en Nouvelle-Zélande, en Espagne, en Irlande, en Islande et au Portugal.

8 La pauvreté a augmenté chez les enfants et les jeunes et a baissé chez les personnes âgées, confirmant ainsi des tendances précédentes

Variation, en points de pourcentage, des taux de pauvreté relative entre 2007 et 2010, par groupe d'âge¹



Voir les notes relatives au graphique 1. Pour des données concernant Israël, voir <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>. La pauvreté de revenu est mesurée en utilisant un taux de pauvreté relative basé sur 50 % du revenu disponible équivalent médian des ménages.

La base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus

Au cours de ces 20 dernières années, pour évaluer et surveiller les performances des pays dans le domaine des inégalités de revenu et de la pauvreté, l'OCDE a mis au point une base de données comprenant un certain nombre d'indicateurs normalisés. Ces derniers sont basés sur le concept central de « revenu disponible équivalent des ménages », autrement dit le revenu marchand total perçu par les ménages (rémunération brute, travail non salarié et revenu du capital) plus les transferts moins les impôts payés, corrigés de la taille du ménage suivant une échelle d'équivalence où tous les revenus sont divisés par la racine carrée de la taille du ménage considéré. Bien que le revenu des ménages ne soit qu'un des facteurs déterminant le bien-être économique des individus, c'est en même temps celui pour lequel on dispose le plus de données comparables pour tous les pays de l'OCDE. En effet, les statistiques au niveau des ménages s'intéressent depuis longtemps à la distribution des revenus, et des données sur ce point sont collectées régulièrement depuis les années 1980 (et parfois plus tôt) dans beaucoup de pays de l'OCDE.

La méthode de recueil des données utilisée pour la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus vise à maximiser la comparabilité internationale ainsi que la cohérence inter-temporelle des données, grâce un ensemble commun de protocoles et de conventions statistiques (par exemple les concepts et les composantes des revenus) permettant d'établir des estimations. Les informations obtenues par l'OCDE par le biais de son réseau de fournisseurs de données nationales sont certes plus à jour que celles provenant d'autres sources statistiques, mais reflètent néanmoins la longueur des délais caractérisant la collecte de données dans ce domaine dans la plupart des pays de l'OCDE. Les estimations par pays sont fournies à l'OCDE sous forme de tableaux semi-agrégés, et sont basées sur les sources nationales jugées les plus représentatives pour chaque pays. Cette approche a toutefois un inconvénient : elle ne permet pas d'accéder aux microdonnées d'origine, ce qui entrave ensuite l'analyse pouvant être effectuée.

La collecte des données est organisée autour d'un questionnaire normalisé. Certaines données de ce questionnaire peuvent être obtenues par le biais d'un cube de données disponible sur le site OECD.Stat à l'adresse suivante : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD&Lang=fr>. En raison de l'importance croissante des questions relatives aux inégalités de revenu et à la pauvreté dans la définition de l'action publique, la base de données est maintenant actualisée chaque année. Au cours des mois à venir, l'OCDE vise à étendre cette base au Brésil, à la Chine, à l'Inde, à l'Indonésie, à la Russie et à l'Afrique du Sud.

En résumé

De nombreux pays ont dû affronter la crise économique mondiale alors qu'ils enregistraient déjà les niveaux d'inégalité de revenu les plus élevés depuis que l'OCDE a commencé à enregistrer ces données. Avec la hausse du chômage et l'érosion du rendement du capital, la crise n'a pas seulement grevé lourdement les revenus du travail et du capital, mais elle a aussi rendu leur distribution plus inégale. Au cours des trois premières années de la crise, l'inégalité du revenu du travail et du capital a progressé autant que pendant les douze années précédentes.

Toutefois, cette pression dans le sens d'un revenu plus faible et plus inégal a été atténuée par l'impôt sur le revenu et les transferts sociaux, qui ont joué un rôle de stabilisateurs automatiques (augmentation des transferts sociaux et baisse de l'impôt sur le revenu pendant les récessions). Renforcées par des plans de relance budgétaire dans un certain nombre de pays, ces mesures ont aidé à atténuer l'accroissement des inégalités et la baisse des revenus effectifs des ménages.

De ce fait, dans la plupart des pays de l'OCDE, les niveaux de l'inégalité du revenu disponible et de la pauvreté relative n'ont été en 2010 que légèrement supérieurs aux niveaux de 2007.

Cela étant, les schémas diffèrent sensiblement d'un groupe de population à un autre. En général, mais plus particulièrement dans certains des pays les plus touchés

par la crise, les ménages pauvres ont soit perdu davantage de revenu du fait de la récession, soit moins bénéficié de la reprise. De la même manière, la pauvreté a considérablement augmenté parmi les enfants et les jeunes adultes, tandis que le revenu des personnes âgées a été assez peu touché. En moyenne, la pauvreté des personnes âgées a reculé de près de 20 % dans les pays de l'OCDE. En réalité, les enfants et les jeunes adultes connaissent maintenant des niveaux de pauvreté plus importants, en moyenne, que les personnes âgées.

Il importe de rappeler que ces résultats ne concernent que le *début de la crise*. De fait, les données décrivent l'évolution de l'inégalité de revenu ainsi que de la pauvreté relative jusqu'en 2010 seulement. La reprise économique a été très faible dans un certain nombre de pays de l'OCDE, et quelques-uns sont retombés dans la récession. En même temps, beaucoup d'individus ont épuisé leurs droits à des allocations de chômage, et les gouvernements ont réorienté leur politique budgétaire au profit de l'assainissement. Si la lenteur de la croissance persiste et si les mesures d'assainissement budgétaire sont mises en œuvre, la capacité des systèmes d'impôts et de transferts à alléger les niveaux élevés (et potentiellement croissants) de l'inégalité et de la pauvreté des revenus du travail et du capital pourrait être remise en question.

Suivi:

michael.forster@oecd.org

Tel : +33 1 45 24 92 80

horacio.levy@oecd.org

Tel : +33 1 45 24 91 74

maxime.ladaique@oecd.org

Tel : +33 1 45 24 87 44

marco.mira@oecd.org

Tel : +33 1 45 24 87 48

nicolas.ruiz@oecd.org

Tel : +33 1 45 24 14 33

Pour en savoir plus:

Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenu se creusent, à l'adresse suivante :

www.oecd.org/fr/social/inegalite.htm

In English: www.oecd.org/social/inequality.htm

Social spending after the crisis, via www.oecd.org/els/social/depenses

Perspectives de l'emploi, voir : www.oecd.org/emploi/perspectives

Comment va la vie : mesurer le bien-être, à l'adresse suivante :

www.oecd.org/fr/statistiques/commentvalavie.htm

L'OCDE souhaite remercier pour leur contribution à cette base de données les fournisseurs de données nationales et Eurostat. Eurostat a bien voulu fournir les données de 2010 basées sur le cycle UE/SILC 2011 pour l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, l'Espagne, la République slovaque et la Slovaquie. Ces données sont provisoires.

La présente note a été établie avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de ce rapport relève uniquement de la responsabilité de l'OCDE et ne peut en aucun cas refléter les vues de l'Union européenne.

La flèche ↗ (ou ↘) dans la légende des graphiques est liée à la variable permettant de classer les pays de gauche à droite en ordre croissant (ou décroissant).

Si vous citez cette note, merci de bien vouloir indiquer comme source : OCDE (2013) : « La crise amoindrit les revenus et retentit sur les inégalités et la pauvreté ».

Cette note ainsi que tous les chiffres et données sous-jacentes peuvent être téléchargés via www.oecd.org/fr/social/inegalite.htm.

Les données extraites de la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus sont disponibles à l'adresse suivante : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD&Lang=fr>.